

CHAPITRE X

« ANNUS MIRABILIS (1) »

C'EST au mois de mars 1953 que survint l'événement attendu depuis des années par les prisonniers de Vorkouta, avec l'impatience que donne le désespoir.

Staline mourut d'apoplexie.

Ce n'était pas une surprise. Je me souviens encore de l'attention avec laquelle les prisonniers du camp 9/10 avaient suivi les discussions de la dix-neuvième assemblée générale du parti communiste au mois d'octobre 1952. Ce fut la dernière démonstration de la puissance de Staline.

On étudiait avec une application particulière les photographies, l'expression du visage de Staline et son apparence physique.

« Pourquoi reste-t-il assis alors que tout le monde se lève autour de lui ? Est-ce qu'il ne peut plus se tenir debout ? »

Avec l'instinct du prisonnier politique, ils sentaient que cet homme était déjà mort à moitié.

A la fin, Staline avait parlé. Mais qu'avait à dire le dictateur ? Allait-il nous donner quelques slogans enflammés, pour nous inspirer, nous pousser à hâter la construction de la nouvelle société ? Son discours fut bref. Il ne contenait que des platitudes.

Les prisonniers en discutèrent entre eux.

« S'il n'a pas parlé plus longtemps, c'est qu'il est fatigué. C'est un vieux. Combien de temps durera-t-il encore ? Un an ? Deux ans ? »

On reprenait les photographies pour l'examiner de plus près.

« Espérons qu'il ne durera pas longtemps. »

(1) L'année merveilleuse.

Ils savaient fort bien qu'ils n'avaient aucune chance de sortir de cet enfer tant que Staline vivrait ; cette dix-neuvième assemblée leur donnait un nouvel espoir.

« Il ne peut presque plus parler, dit un Ukrainien d'un kolchoze. Tous les autres ont fait de grands discours et l'homme à la moustache n'a parlé qu'une fois, pour ne rien dire. Il n'y a plus de vie en lui. Dieu fasse que le diable vienne l'emporter bien vite ! »

Quand Radio-Moscou parla d'apoplexie, une vague d'espérance passa sur les camps. Il ne se remettrait pas, c'était sûr. Le ton même des communiqués était neutre et préparait le peuple au pire. Les prisonniers passaient tout leur temps autour du haut-parleur. Quatre jours passèrent, interminables. A la fin, on sut qu'il était condamné.

« Dites-nous, vous qui êtes médecin, me demandait-on. L'oxygène qu'on lui donne peut-il le sauver ? »

Je répondais que, si la radio n'avait rien inventé, il était déjà mort et l'on se hâtait de former un nouveau gouvernement.

Quand on annonça sa mort, je vis de vieux moujiks barbus, les yeux pleins de larmes, s'agenouiller et prier.

« Je suis ici depuis dix-neuf ans, dit un Géorgien, et c'est la première bonne nouvelle que j'apprends. »

— Dieu a sauvé les juifs, me glissa un sioniste polonais qui n'avait échappé à la Gestapo en 1940 que pour se faire condamner à quinze ans de bagne par l'Union Soviétique. S'il n'était pas mort, il y aurait eu de nouveaux pogroms, aussi terribles que ceux de Petlioura ou de Hitler. »

En allant chercher de l'eau chaude pour mon bloc, je rencontrai un vieil Uzbek, un bon ami, dans la rue principale du camp. Il parlait très mal le russe et pas du tout l'allemand. Pour ma part, je ne sais pas un mot d'uzbek. Il s'arrêta devant moi tout souriant et je lui administrai une grande claque dans le dos. Il se frisa une moustache imaginaire, ferma les yeux et se coucha la tête sur sa main.

« Spit ! » (Il dort !) me dit-il. Et, avec un large sourire, il ajouta : « Kharacho ! » (C'est bien !)

La déclaration de Churchill selon laquelle on devait donner aux hommes nouveaux du Kremlin le loisir de prouver leur bonne volonté et de poursuivre leur politique en paix figurait en bonne place dans la *Pravda*. Il provoqua le plus grand désappointement dans les camps.

Sérioja vint me voir.

« Tu as lu ? »

Il était désespéré.

« Une si belle occasion ! gémit-il. Ce serait le moment d'attaquer le Kremlin de toute part. C'est la seule façon de venir en aide à ceux du Kremlin qui veulent vraiment s'entendre avec l'Ouest. Il n'est pas vrai que le danger fasse l'union entre les bandits. C'est en leur offrant une chance de se rendre et en les sommant énergiquement de le faire qu'on jette chez eux le désarroi, qu'on les disperse. »

Puis, Sérioja entreprit de me donner son opinion sur la politique anglaise depuis 1917 :

« Après tout, reprit-il, c'est à la stupidité de Londres que les Soviets doivent leur existence... »

Son argumentation se ramenait à ceci :

Buchanan, l'ambassadeur britannique à Pétrograd, avait présidé à la mise au monde du bolchevisme. Il avait été le « manager » de Kérénsky. Entre février et octobre 1917, les deux hommes avaient accumulé les fautes et les erreurs, négligé l'une après l'autre toutes les possibilités de réforme. Buchanan voyait le problème russe avec des yeux d'Anglais. Que pouvait-il penser de la réforme agraire, pourtant si nécessaire ? Elle aurait suffi à grouper tous les paysans autour de Kérénsky et à rendre impossible la révolution d'Octobre. Quant à la réforme sociale qui aurait empêché les démocrates de passer à l'extrême gauche, ils l'avaient ignorée aussi, bien entendu.

Si ces deux réformes étaient intervenues à temps, on aurait pu espérer que la Russie resterait aux côtés des Alliés. Comme il n'en fut rien, elles servirent à assurer le succès de la révolution d'Octobre ; Lénine triompha grâce à deux slogans : « Paix immédiate » et « La terre aux paysans ».

La politique de Buchanan se termina par l'assassinat du tsar et de sa famille, après que le gouvernement britannique lui eut refusé asile sous le prétexte qu'il ne voulait pas mettre dans l'embarras Kérénsky et son régime démocratique.

Lorsqu'il fut trop tard, les Britanniques comprirent leur erreur et tentèrent de sauver les meubles en envoyant un corps expéditionnaire à Arkhangelsk — un enfantillage : Lénine avait su mettre paysans et ouvriers de son côté.

Dix ans plus tard, Staline s'ingéniait à diviser les Occidentaux. C'était pour donner à l'Union Soviétique l'occasion d'assailir le vaincu. Nous savons maintenant qu'il nourrissait déjà cette intention avant l'avènement de Hitler. Il aurait pu aisément empêcher celui-ci d'accéder au pouvoir : il lui suffisait de donner

ordre aux communistes allemands de s'allier aux sociaux-démocrates.

Les Anglais firent le jeu de l'Allemagne en lui permettant de s'armer en dépit de l'opposition de la France. Trois ans plus tard, ils se voyaient contraints de se retourner contre celui qu'ils avaient si généreusement aidé.

En 1939, le pacte conclu entre Molotov et Ribbentrop les avait pris au dépourvu. Ils ne comprenaient pas encore qu'ils auraient pu eux-mêmes traiter avec l'Allemagne, orienter vers l'Est ses rêves d'expansion et pousser à une guerre qui aurait affaibli les deux antagonistes en leur préparant le sort que Staline réservait à Hitler et à eux-mêmes.

En 1944, ils s'étaient de nouveau refusés à reconnaître l'existence d'un fort mouvement d'opposition à l'intérieur de l'Allemagne, mouvement qui visait au renversement de Hitler et à une alliance avec les Occidentaux contre les Soviets.

« Depuis 1944, disait Sérioja, l'Ouest disposant de la bombe atomique n'en a fait aucun usage. Je pense que les Anglais y sont pour quelque chose. »

« ... Et voilà qu'ils veulent donner aux hommes nouveaux du Kremlin l'occasion de prouver leur bonne foi ! ajouta-t-il après m'avoir longuement regardé, rêveur. Les Anglais vont voir le jeu que va jouer la nouvelle équipe s'ils lui laissent le temps de se reformer, et ils le paieront cher. Les attaques russes seront bien plus élastiques et dangereuses que du temps de Staline. Sa mort va libérer le Kremlin de l'entêtement d'un vieillard fatigué, sclérosé. »

A peine Staline mort, le camp se prit à espérer l'écroulement du système soviétique et, de fait, jamais, à notre sens, au cours des trente années précédentes, la situation n'avait été aussi favorable. En trente ans, Staline était parvenu à créer la plus forte opposition politique au régime du moment que la Russie ait jamais connue.

Tout d'abord, l'opposition paysanne, plus puissante et plus générale qu'en 1917. Le slogan « La terre aux paysans » n'a pas vieilli. Le paysan russe hait les Soviets tout autant que ses anciens propriétaires. Il comprend très bien qu'on l'a frustré des fruits de la révolution.

En second lieu, et cela surtout depuis la mise en œuvre du premier plan quinquennal, le prolétariat ouvrier, toujours plus nombreux, se voit forcé de vivre dans des conditions assez semblables à celles de l'ouvrier européen aux premiers âges du capitalisme. Il est aussi mécontent que ses prédécesseurs du siècle

dernier et observe à l'égard de l'ordre existant la même attitude hostile. Le travailleur industriel comprend, tout comme le paysan, ce qui lui est arrivé. Il voit que la dictature du prolétariat s'est transformée en dictature sur le prolétariat.

La politique de Lénine envers les différentes nationalités de l'Union Soviétique a été abandonnée par son successeur, et pervertie. On n'a cessé de les opprimer, en commençant par les Grecs (1937) et en continuant par les Allemands (1939), les Ukrainiens de l'Ouest (1939), puis les Baltes (1940). A l'opposition des paysans et des ouvriers vient donc s'ajouter celle des nationalités opprimées dont le seul objectif est de renverser le régime impérialiste actuel.

Un autre élément, très puissant, vient se joindre à cette opposition intérieure : l'existence des camps de travaux forcés, qui contiennent quinze millions de prisonniers. Or, ils constituent l'élément le plus important de la machine industrielle soviétique ; ils concentrent aussi l'opposition de toute teinte et de toute opinion. En suivant les discussions des prisonniers, on peut se faire une idée de la Russie future.

Aujourd'hui, la situation est à peu près celle de l'été de 1941, lors de la déclaration de guerre à la Russie par Hitler. Si Hitler avait eu le servir du mécontentement des masses russes, il lui aurait été facile, lors de son offensive, de renverser le système soviétique.

Il lui aurait suffi de promettre, dans son programme de libération :

1° l'autonomie politique aux diverses nations russes ; 2° la terre aux paysans ; 3° l'usine aux ouvriers ; 4° des élections démocratiques libres et la formation d'un nouveau gouvernement.

Naturellement, on ne pouvait attendre de lui pareille politique. Je me souviens très bien d'un entretien que j'ai eu avec un Russe émigré, mon compagnon à la prison de Plötzensee au mois de janvier 1945. Il avait fait partie du cabinet civil de Vlassov et avait été arrêté par la Gestapo à cause de ses sympathies pour les puissances occidentales. Il me décrit les efforts désespérés qui avaient été faits pour tenter de convaincre Hitler d'abandonner sa « politique coloniale » à l'Est, et m'exposa le programme établi par les collaborateurs de Vlassov, qui avait été soumis aux soi-disant experts du ministère des Affaires étrangères allemand. Ceux-ci n'avaient accordé aucune attention à ce plan.

Quand Hitler comprit son erreur et consentit enfin à la formation des armées Vlassov, il était politiquement trop tard.

« Quels sont vos plans d'avenir ? » demandai-je au Russe.

Il aurait pu parler longtemps, mais il se contenta de répondre :

« Nous tenterons notre chance avec les Américains. »

L'Amérique, qui a prouvé au cours de la guerre la puissance de son industrie, est aujourd'hui l'espoir des peuples de l'Union Soviétique.

L'opposition s'est infiltrée partout, mais aucune organisation méthodique ne lui est possible sous un totalitarisme aussi démesuré. Tout comme en Allemagne sous Hitler, les chefs de groupe ont peu de rapports entre eux. Mais ce n'est pas leur seule faiblesse ; ils ne reçoivent aucun appui de l'étranger. L'Occident ne se fait pas actuellement une idée bien nette de la violence de cette opposition, du rôle décisif qu'elle jouera un jour dans la politique intérieure de l'Union Soviétique. Ajoutez à cela la création des Etats satellites, qui a considérablement accru la tension. Là, comme en Russie, c'est une classe peu nombreuse qui dirige et tient les masses en état de sujétion.

La propagande soviétique est très simple : elle exploite toutes les occasions que lui offrent les pays démocratiques, que ce soit par leurs dissensions ou par l'incompétence de leurs dirigeants. La première condition pour un succès des puissances occidentales dans la guerre froide serait de porter le combat sur le propre terrain de l'Union Soviétique et d'attaquer l'adversaire avec son arme de prédilection : la propagande subversive.

Les frontières hermétiquement fermées de l'Union Soviétique doivent être franchies à tout prix, par tous les moyens dont dispose l'Occident. Toutes les conditions d'une révolte semblable à celle du 17 juin 1953 en Allemagne de l'Est se trouvent réunies en Union Soviétique. C'est à l'Ouest d'agir.

Les plans qu'ont arrêtés dans cet esprit les groupes de résistance des camps sont, par la force des choses, très limités géographiquement. Chaque camp pense d'abord à soi, puis au voisin et, seule, la région de Vorkouta est ici en cause. Mais chaque camp a le sien, sur tout le territoire de la grande Union Soviétique, et tous sont identiques. Tous les prisonniers de l'Union Soviétique, ceux de Vorkouta, d'Echta ou d'Ista, de Karaganda ou de Sibérie orientale, ont les mêmes pensées, les mêmes désirs, les mêmes plans, les mêmes espoirs. Quinze millions d'hommes sont prêts à se dresser contre le communisme qui les a réduits en esclavage.

Ils commencent aussi à comprendre leur force. Les événements de Vorkouta allaient leur montrer ce dont ils sont capables. C'est à l'Occident de les aider, de venir ajouter à leur confiance grandissante. Et la première nécessité est de faire connaître au monde la vulnérabilité du régime soviétique.

Pour mieux s'identifier aux buts recherchés par les groupes russes de la résistance intérieure, l'Occident doit prévoir sa colla-

boration, définir ses propres plans. Il doit favoriser l'éclosion des grèves et des révoltes dans les camps aux points les plus sensibles de la production des matières premières. Inutile de s'occuper de la conduite du mouvement sur place : les groupes de résistance se chargent de ce soin. Toutes les conditions de grève sont réunies ; tous les camps de l'océan Arctique, depuis Arkhangelsk jusqu'au détroit de Behring, sont prêts. On n'attend plus que le signal. Un mot d'ordre suffirait à provoquer une révolte générale.

Cette année 1953 devait être remarquable : nous apprîmes bientôt que cinquante prisonniers allaient être relâchés.

Il s'agissait exclusivement d'étrangers : Allemands, Polonais, Hongrois et Japonais. Ils passèrent une visite médicale très minutieuse, furent habillés de neuf ; on leur notifia, officiellement, qu'ils rentraient chez eux. En même temps, l'administration du camp déclara que tous les étrangers seraient renvoyés dans leurs foyers dans le courant de l'année.

Cette décision fit beaucoup pour la popularité de Beria, alors chargé de la direction suprême des camps de prisonniers. Nous le devions certainement à son initiative.

« S'ils se mettent à vous libérer, nous dirent les citoyens russes, c'est que notre situation va s'améliorer. Peut-être y aura-t-il une large mesure d'amnistie avant peu. »

Nombreux étaient ceux, parmi nous, qui avaient connu Beria personnellement. On discutait souvent de lui, de son caractère.

« Ce n'est pas un intellectuel, un théoricien comme Malenkov et Molotov, dit l'un de nous. Il a été le Fouché de Staline et ça ne lui déplairait pas de jouer le même rôle pour l'Occident. »

C'était la première amnistie politique du régime soviétique. A dire vrai, elle ne concernait que des innocents condamnés à quinze ans au plus. Mais ceux qui partaient emportaient avec eux les souhaits et les espoirs de leurs camarades moins heureux.

Un peu plus tard, le bruit courut que les cinquante favorisés étaient en effet rentrés chez eux. Nous n'en doutions plus quand un prisonnier venant de Moscou arriva au camp. Il avait été au camp de transit de Moscou avec un de nos camarades, un Allemand dont on avait, au dernier moment, mis en doute la nationalité. L'Allemand avait été ramené à Moscou pour enquête. Et le nouveau venu de nous dire :

« Tous ceux qui ont quitté Vorkouta sont actuellement dans un énorme camp de transit à Tapisan, près de Königsberg. A l'arrestation de Beria, leur voyage a été interrompu. Une commis-

sion est occupée à reviser leur cas. De temps à autre, on en renvoie quelques-uns dans l'Est. »

C'était une conséquence directe de l'affaire Beria. Il avait décidé de relâcher tous les prisonniers étrangers incarcérés en Union Soviétique. Sa chute avait tout remis en question, notamment ses intentions de rechercher un compromis avec l'Occident.

Nous n'eûmes que des échos, lointains et tardifs, de la révolte berlinoise du 17 juin et de ses répercussions dans la zone soviétique, mais il ne nous fut pas difficile de nous faire une idée assez précise de ce qui s'était passé. Nous avions appris à lire les nouvelles entre les lignes. Le prisonnier le plus simple sentait d'instinct que la population allemande s'était insurgée contre le système policier auquel il devait lui-même son arrestation, sa condamnation et son esclavage.

La *Pravda* collée au mur de la cantine était très entourée. Une foule l'assiégeait, dont seul le premier rang pouvait lire, non sans bousculade.

« Hé ! le vieux ! cria quelqu'un, derrière. On n'a pas le temps d'attendre que tu aies fini ! Lis tout haut ! »

Et le vieux *koulak* ukrainien de commencer sa lecture d'une voix hésitante.

La presse soviétique ne niait pas qu'il y ait eu des troubles à Berlin et dans les provinces soviétiques d'Allemagne, mais elle affirmait tout aussitôt le rétablissement de l'ordre. C'était, ajoutait-elle, une infâme provocation d'Adenauer, laquelle avait échoué. Présentées sous cette forme, les nouvelles nous réconfortaient cependant. Nous ne nous doutions nullement des suites qu'elles auraient pour nous.

C'est le rapport final du Comité central du parti socialiste unifié qui nous fit comprendre qu'il ne s'agissait nullement d'une provocation d'Adenauer, mais d'un mouvement strictement ouvrier.

« Le parti socialiste unifié, lut lentement le vieil Ukrainien, va désormais se tourner vers la classe ouvrière, lui montrer son vrai visage. »

Dans un énorme éclat de rire, l'un de nous cria : « Qu'est-ce qu'elle lui montrait donc jusqu'ici ? Son cul ? »

Cinq mois après le 17 juin, quatorze Berlinoises arrivaient à Vorkouta, presque tous des étudiants ayant fait de l'agitation politique dans le secteur Est. Certains, arrêtés en avril 1953, avaient vécu le 17 juin comme prisonniers du N. K. V. D. dans les geôles de Karlshorst ou de Lichtenberg. Ils nous dirent la surprise, le choc que cela avait été pour les Russes totalement pris au dépourvu :

« Des troupes sur pied de guerre sont venues occuper la prison, prêtes à intervenir de jour et de nuit. Elles s'attendaient, c'était visible, à être attaquées. On nous avait parqués dans quelques cellules, en dépit du règlement qui veut qu'on sépare les prisonniers en cours d'instruction. Les cellules que nous avons dû évacuer étaient occupées par des manifestants du 17 juin. Plus tard, on nous mélangea. Certains d'entre eux sont partis avec nous pour Vorkouta. »

Malheureusement, aucun de ceux qui avaient pris une part effective aux émeutes ne vint au camp 6 ; mais, de ce que racontaient leurs camarades, on pouvait se faire une idée assez précise de ce qui s'était passé.

J'assistai à une conversation où un officier de renseignements d'un de nos groupes russes de résistance pressa de questions trois étudiants berlinois :

« Que demandaient les grévistes ? »

— En premier lieu, la suppression des minima de rendement sans diminution de salaire. L'abaissement du coût de la vie. On y ajouta le lendemain les revendications de la province : 1° élections libres ; 2° élargissement des condamnés politiques ; 3° licenciement du N. K. V. D. allemand et de la police populaire ; 4° abaissement des normes, taxes et prix ; 5° suppression des frontières de zones ; 6° démission du ministère et formation d'un autre gouvernement par les soins d'un parlement indépendant.

— C'est parfait ! dit le Russe, ravi. Nous n'avons qu'à y ajouter l'autonomie pour les diverses nations de l'Union Soviétique. Pour le reste, rien n'est à changer. Mais comment les Occidentaux ont-ils réagi ? Croyaient-ils possible cette grève ?

— Non, ils ont été complètement surpris.

— L'Ouest avait-il un plan tout prêt pour le cas de la mort de Staline ?

— Un plan ? Qu'entendez-vous par là ?

— Je veux dire un programme d'offensive générale : propagande à outrance, action diplomatique, morale et — si tout le reste échoue — militaire ?

— Non, rien de tout cela.

— Pourquoi ?

— Cela n'intéressait personne ! s'écrièrent les étudiants d'un même élan.

— Ils ne se rendent donc pas compte de ce qui se passe en Russie ?

— Ils n'en ont pas la moindre idée.

— Eisenhower n'a pas fait de déclaration, n'a pas parlé des événements du 17 juin ?

— Non.

— Et plus tard, quand on a su ce qui s'était passé ?

— Non plus.

— Et Churchill ? Qu'a-t-il dit, lui ?

— Rien.

— Les Alliés à Berlin ont-ils appuyé, soutenu la révolte ?

— Non. »

Le Russe savait que le bourgmestre de Berlin, Ernst Reuter, n'était pas à Berlin au moment décisif. Il l'avait lu dans la *Literaturnaja Gazeta*.

« Comment se fait-il que Reuter ne soit pas revenu en hâte ? »

Deux des étudiants ne savaient que répondre. Le troisième avait parlé à un manifestant qui était parvenu à se réfugier en zone Ouest, pour se faire prendre quelques jours plus tard au cours d'une visite clandestine dans le secteur oriental. Il avait appris de ce manifestant le refus des Américains de mettre un avion à la disposition du bourgmestre qui cherchait à rejoindre son poste par les voies les plus rapides.

« Pourquoi ont-ils refusé ? »

— Ils craignaient qu'une aggravation de la situation ne provoquât la guerre.

— Et nous savons, nous, que les Soviétiques en avaient une peur affreuse ! Ainsi, tout le monde a eu peur. Mais les Alliés disposent de stations radiophoniques dans l'Ouest et à Berlin et qui travaillent contre les Russes ?

— Oui.

— Ces postes ne sont pas intervenus ?

— Comment l'auraient-ils pu ?

— Tout simplement en proclamant la grève générale dans la zone orientale dès les premières manifestations.

— Non. Ils n'ont rien fait, répondirent les étudiants.

— Pourquoi ?

— Vous nous en demandez trop.

— Eh bien ! je crois pouvoir vous le dire, reprit le Russe. Ces postes sont sous le contrôle de leurs gouvernements, n'est-ce pas ? Le 17 juin, il leur a fallu demander des instructions à leurs administrations respectives et les mouvements insurrectionnels sont généralement assez mal vus des pouvoirs constitués. »

Deux mois plus tard, rentré à Berlin, je sus par le détail ce qui s'était passé et je connus la triste vérité. Il est bon que les forçats de Vorkouta soient restés dans l'ignorance.

« Est-il vrai, poursuit le Russe, que le gouvernement d'Adenauer a un ministère des Affaires orientales ? »

— Oui.

— Qu'a-t-il fait le 17 juin ?

— Un discours. Il a recommandé le calme. On devait éviter de se compromettre.

— Et les ouvriers de l'Ouest, les syndicats ? Les ouvriers de Berlin-Ouest ne sont-ils pas allés au secours de leurs camarades de l'Est ?

— Non.

— Pourquoi ?

Les étudiants haussèrent les épaules.

« Pourquoi les chefs syndicalistes de Berlin-Ouest n'ont-ils pas appelé les travailleurs au secours de leurs camarades ? Pourquoi le Labour Party et les socialistes français ne se sont-ils pas déclarés solidaires des ouvriers de l'Est ? Les étudiants ont vaguement entendu parler de témoignages de sympathie adressés aux révoltés de la zone Est quand tout a été fini. »

— Ecoutez-moi bien, dit le Russe. Voici le point capital : Quelqu'un, à Berlin ou dans les capitales occidentales, a-t-il compris que, si la grève avait duré huit jours de plus, elle se serait étendue aux pays satellites et à l'Union Soviétique elle-même ? L'Ouest sait-il que, si l'on avait agi avec assez de promptitude, c'en était fini du régime communiste actuel en Union Soviétique ?

— Non. Je ne le crois pas. Personne, à l'Ouest, n'y a pensé.

— Ont-ils au moins compris leurs fautes ? Quelles conclusions en ont-ils tirées ? Quel programme ont-ils, pour l'avenir ?

— Ceux qui sont actuellement dans les prisons soviétiques de Berlin et qui arriveront ici dans six mois répondront peut-être à cette question. »

Les Allemands ont certainement tiré du 17 juin la seule conclusion dont ils étaient capables. Ils ont enseveli leurs morts et créé un mythe. Toute grande époque de leur malheureuse histoire des quarante dernières années a eu ses grands morts, de ceux de Langemark aux héros du Feldherrnhalle, des martyrs du 20 juillet à ceux du 17 juin.

Ce qu'ils n'ont pas encore compris, et pas davantage les puissances occidentales, c'est qu'il y a aujourd'hui en Russie et dans les pays satellites une nouvelle masse prolétarienne qu'on exploite, je le répète, exactement de la façon décrite par Marx dans son analyse des débuts du capitalisme. Le système d'aujourd'hui à l'Est est identique dans sa base économique à celui des Etats industriels dans les premières années de leur croissance, au milieu du XIX^e siècle.

On y retrouve les mêmes symptômes : excès de travail, insuffisance des salaires et misère sociale. A certains points de vue, le jeune capitalisme était plus humain, car il n'est jamais allé jusqu'à mobiliser une armée d'esclaves privés de toute liberté. « La manufacture, dit Marx, est une prison dont le travailleur est relâché le soir pour y rentrer le lendemain matin ! » A cette formule d'esclavage partiel, l'Union Soviétique fondée au nom de Marx a substitué une formule nouvelle, celle de l'esclavage total.

Enfin, ces esclaves commencent à relever la tête à Berlin, à Vorkouta et en Sibérie. Ils sont la contrepartie des chartistes anglais et des ouvriers de la Commune. Ils sont résolus à renverser la classe dirigeante qui les tient sous le joug. Mais, pour arriver à leurs fins, il leur faut l'appui de l'Ouest.

La situation des « capitalistes » occidentaux est évidemment assez curieuse ; pour parvenir à renverser la classe dirigeante communiste de l'Union Soviétique, ils se trouvent contraints de se servir de cette même classe prolétarienne que l'Union Soviétique cherche à lancer contre eux. Pour réussir, il leur suffira de retourner l'analyse marxiste.

Le 17 juin a eu sur le prolétariat de l'Union Soviétique exactement l'effet que Moscou s'efforce d'avoir sur les ouvriers occidentaux. Mais ce serait une erreur de croire que les Russes ont traité la chose à la légère. Moscou a fait du 17 juin une analyse beaucoup plus minutieuse que Washington, Londres, Paris ou Bonn.

Le temps nous dira s'il est possible, pour l'Occident, d'aider à l'évolution des esprits en Russie. S'il le veut, il lui faudra faire siennes les revendications des peuples de l'Est, établir un programme social bien défini. Les revendications que présentent ces millions d'opprimés sont celles qu'ont résumées les grévistes du 17 juin 1953.

Cette année a vu aussi les progrès d'une nouvelle politique née en 1951 ; les conditions matérielles de vie des prisonniers de Vorkouta ont été très sensiblement améliorées. Non pas que les dirigeants soient devenus plus humains : depuis des années, le gouvernement soviétique a laissé mourir dans ses camps des millions d'hommes sans rien faire pour y remédier. Mais le pourcentage des décès était devenu si élevé qu'il a mis sérieusement en péril le plan de développement économique de Vorkouta. Un seul exemple suffira : au cours de l'été 1953, les puits ont constamment travaillé à 80 pour cent de leur capacité. L'état de santé effroyable des prisonniers a restreint très vite les effectifs de la main-d'œuvre et,

même aujourd'hui, ceux-ci diminuent vraisemblablement chaque jour.

Cette insuffisance est caractéristique de l'Union Soviétique. Elle est due aux pertes de la guerre et au fait que l'armée garde sous les drapeaux plusieurs millions d'hommes. Femmes, enfants et jeunes filles se voient absorbés par la machine à un degré jusque-là inconnu en Russie. Quand, au cours de l'année 1953, les trains de choux et autres légumes commencèrent à arriver à Vorkouta, venant du Midi, nous pûmes constater que les trains étaient conduits par des femmes. Elles nous dirent que, par suite de la mobilisation des vieilles classes, il n'y avait presque plus d'hommes dans les fermes collectives. C'étaient toujours les groupes de jeunes gens de seize, dix-sept et dix-huit ans, membres du *Komsomol*, qui figuraient en tête de liste dans les rapports relatant les résultats et les succès des divers plans économiques.

Le gouvernement s'était trouvé forcé d'améliorer les conditions de travail dans les camps. En 1952, on avait commencé à payer les prisonniers. Chacun d'eux recevait une quote-part de ce que la mine, le chemin de fer ou l'administration versaient au camp, fournisseur de main-d'œuvre.

Les mineurs furent payés dès lors douze cents roubles par mois. Il fallait naturellement défalquer de ce salaire des sommes importantes représentant le prix de son logement, de sa nourriture et de son habillement et même de sa garde (car le prisonnier paie pour les fils de fer barbelés qui cernent son camp). De toute façon, il ne reçoit jamais plus de trois cents roubles en espèces. Si son salaire dépasse cette somme, la différence est portée à son crédit et il la touche à sa libération. Seul, bien entendu, le mineur répondant aux normes de production reçoit ses trois cents roubles mensuels. Et ces normes sont si élevées que bien peu les atteignent. Beaucoup ne reçoivent aucun salaire. Celui qui ne parvient pas à fournir 60 pour cent de la norme reçoit des rations diminuées, dites « de punition ».

Autre perfectionnement nouveau : les cantines. Il est possible, maintenant, d'acheter de la nourriture en quantités limitées. La plupart de ces magasins de camp débitent de la confiture, des conserves de poisson, du sucre, de la margarine et des vêtements à bon marché. Le ravitaillement est cependant défectueux. On reste parfois un mois sans sucre. L'administration a tendance à fournir aux cantines les produits chers, que la population libre ne peut acheter. On trouve par exemple des boîtes de chocolat à quarante roubles le kilo.

Un restaurant dit « libre » a été aussi ouvert dans chaque

camp. On y trouve soupe au chou, *kacha*, macaroni et, parfois — c'est un luxe — une espèce de purée de pommes de terre. La plupart des mineurs y mangent chaque jour, ainsi qu'à la *stolovaïa*, et une grande partie de leur salaire y passe.

La qualité des vêtements s'est améliorée. En 1953, on a distribué pour la première fois des sous-vêtements chauds, de préférence à ceux qui travaillent à la mine ou qui sont exposés aux intempéries.

Les vieilles constructions ont été jetées à bas et remplacées par des neuves. Il n'y a aucune comparaison possible entre les baraquements datant de 1943 et 1947 et les nouvelles installations. Celles-ci sont vastes et améliorent considérablement les conditions de vie des prisonniers.

Le camp 9/10 a édifié une nouvelle infirmerie, dont tout le bois a été volé à la mine par les prisonniers. C'est l'une des meilleures de Vorkouta. Elle est l'œuvre d'ouvriers allemands dont les billets de maladie ont été prolongés pour leur permettre de mener à bien leur travail.

Le camp 6 a construit un hôpital et une infirmerie.

La bibliothèque a reçu de nouveaux livres en grande quantité. Le nombre des représentations théâtrales a été augmenté. Le général Derevianko a ordonné la formation d'une troupe passant de camp en camp.

Dans chaque camp, on a formé des équipes de football. Les matches suscitent beaucoup d'intérêt.

Un jour, au cours d'une partie, un bombardier quadrimoteur survola Vorkouta très haut, et un Russe se tourna vers moi.

« Si ce sont des Américains qui nous photographient, me dit-il, ils vont se demander ce que nous faisons ! »

Bref, le niveau de vie du prisonnier a été relevé. La faim ne le torture plus.

Délivré de cette souffrance continuelle, le captif put penser à autre chose, envisager sa situation d'un point de vue général. Il a très vite compris qu'il ne s'agissait que d'une simple amélioration matérielle d'un sort qui demeurerait effroyable. La nourriture était meilleure, mais il n'avait pas à espérer de clémence ou d'amnistie.

En bref, ses maîtres le mettaient en état de réfléchir et, tout naturellement, l'esprit de rébellion naissait en lui.